

L'inter-LP de l'Ouest n°08

N°8 - 11 mars 2009. - Bulletin de liaison pour tous les professeurs et personnels, élèves, parents, syndicats, & élus en CA dans les **lycées professionnels**. - Diffusion par internet - Réexpédition à vos collègues et réimpression/photocopie : par vos soins - **Affichage en salle des profs** - Pour recevoir gratuitement ce bulletin en temps réel, envoyez votre adresse internet au secrétariat provisoire à < luc.douillard@libertysurf.fr > au LP Michelet de Nantes (votre adresse ne sera pas divulguée et ne servira qu'à l'expédition de ce bulletin.) - Envoyez vos articles, réactions & communiqués à la même adresse. **Prochain numéro : Très prochainement !!!!!!!!!!!!!!!**

Fait sans précédent dans l'histoire des LP : Actuellement, de nombreux C.A. de lycées votent majoritairement contre leurs DGH.

Le refus de voter les **Dotations horaires** de l'année scolaire prochaine, qui devient ces jours-ci important en Loire-Atlantique et dans d'autres régions, est un acte très grave, mais réfléchi et responsable, qui indique au gouvernement le refus général de sa réforme précipitée et bâclée, une résistance grandissante face au mépris gouvernemental pour nos missions éducatives et pour nos élèves, et la dénonciation de la déloyauté des fausses « expérimentations » qu'on nous avait promises, et qui n'ont jamais été évaluées.

Un enjeu très urgent à venir est que les médias se fassent l'écho de ces votes majoritaires des représentants des professeurs, mais aussi des élèves et des parents, des personnels techniques (et parfois même de membres des équipes de direction prenant conscience de leur responsabilité devant les générations à venir).

Plus d'éléments dans nos prochaines éditions.

Journée d'action de ce mercredi 11 mars à Nantes : le film photographique.

>>> **Compte-rendu d'audience avec M. le Recteur en pages intérieures, 3-4 et 5** <<<



14 heures, ce mercredi 11 mars : nous arborons une banderole rutilante devant les grilles du rectorat, et une pancarte rappelant le sacrifice délibéré des arts appliqués en lycée professionnel.



La télévision régionale publique est au rendez-vous devant le rectorat : les lycées professionnels qui accueillent près d'un jeune sur quatre, ont un rôle éducatif décisif, mais aussi social et économique.



Il fait beau, nous improvisons une petite AG de plein air. Nous adoptons la composition de la délégation qui sera reçue en fin d'après-midi par le recteur. Presque tous les syndicats sont là.



Petit jeu éducatif et civique : A l'arrière plan de cette photo, se trouve un policier en civil des Renseignements généraux glissé discrètement parmi nous, d'ailleurs particulièrement cordial. À vous de deviner où il se trouve.



En fin d'après midi, après un verre amical au « Surcouf », nous partons rejoindre la grande manifestation Éducation, place du Commerce. Nous y retrouvons de nombreux collègues du primaire et du secondaire, ainsi que l'Université en grève.



Une vue particulière de la manif estudiantine qui se prépare place du Commerce (à droite : l'ancienne Bourse, devenue bâtiment de la FNAC).



Une vue du défilé des manifestants qui quitte le Cours des Cinquante otages, place de l'Ecluse, pour monter vers la rue du Calvaire.



On remarque un grand nombre d'étudiants et de personnels de l'Université de Nantes, où le blocus continue, car les faux reculs de la réforme Pécresse n'ont pas convaincu. N'oublions pas qu'il s'agit également de la « mastérisation » de la formation des futurs professeurs.



Pas facile à déployer, la banderole neuve !



Ça y est !
On notera qu'il manque malheureusement le nom d'un syndicat membre de notre intersyndicale (l'UNSA, rajouté cependant par un autocollant.)



La manifestation rejoint la Préfecture, où nous protestons contre l'injuste condamnation de notre collègue instituteur Sami.



Une dernière photo devant la préfecture (à droite) avant de donner rendez-vous le 19 mars.

Impressions « à chaud » de l'audience avec le recteur.

Sans attendre des compte-rendus syndicaux plus structurés, voici quelques témoignages vécus de cette audience qui a eu lieu tout à l'heure.
(Par nos petites souris, envoyées spéciales dans le bureau du recteur d'académie...)

Vous trouverez en PJ un compte-rendu de l'audience. (voir page 5 de ce bulletin). J'ai fait un tableau par souci de clarté mais je ne sais pas si c'est efficace. N'hésitez pas à me demander des éclaircissements. (...) Vous constaterez que le recteur n'a pas toujours répondu à nos remarques et questions...

Salut ! J'ai suggéré une modification "prudente" sur le fait que les Bac Pro n'était pas reconnu dans les conventions collectives. Ambiance plutôt glaciale, avec quelques sautes (...) à la limite de l'agression. Le temps accordé a été largement dépassé : On peut penser que cette durée prouve que le problème n'était pas si facile à "évacuer"... Après les périodes de tensions, il a simplement été rappelé que le Recteur était le représentant du Ministre et que l'on souhaitait qu'il soit informé de notre position.

Je ne connais pas les noms des quatre personnes qui accompagnaient le recteur pour nous recevoir et ils ne se sont pas présentés. D'autres sauront certainement répondre.

Nous n'avons pas eu de café.

En ce qui concerne l'ambiance, elle était très tendue à mes yeux de novice :

Jean-Marie a pris la parole le premier en disant à peu près "une réforme se met en place" et le recteur a

ponctué son intervention d'un "vous êtes perspicace !" puis, après nous avoir écouté attentivement, il nous a accusé de malhonnêteté en ce qui concerne la Manu.

(...)

En ce qui concerne l'audience auprès du ministre, François D. en a formulé la demande et a interrogé le recteur sur la procédure à suivre mais ce dernier a fait une digression (...).

Le recteur a expliqué que le 2+2, BEP + BAC est une veille rhétorique et que le BAC 3 ans était l'avenir, que parler de la tradition "ouvrière" de formation à partir des CAP et des BEP est dépassée et ne correspondait pas aux besoins actuels (nous connaissons notre public et les besoins des entreprises, ce par quoi on peut trouver du travail....).

Les suppressions de poste, une fabulation, les classes surchargées par des regroupements ou des créations, pure invention.

Pour le recteur ce sont des personnes responsables, de hautes fonctions, qui ont élaboré cette réforme et que donc cela ne peut que être bien.

Les arts appliqués se répartissent entre différents enseignements.

Il faudrait d'autres lignes pour présenter cette entrevue, notre motivation doit rester haute (...).

Bonsoir,

Auprès du recteur, il y avait le nouveau secrétaire général et deux inspecteurs académiques (?) d'enseignement général. BONNE NUIT.

Tribune libre : Sud Éducation



Bacs Professionnels en 3 ans : mort programmée des LP ?

Les bruits de couloir l'annonçaient depuis un certain temps, la menace se précise: une réforme de fond de l'enseignement professionnel et technologique dans le

second degré est en marche. Une certitude aujourd'hui: la fin des BEP est programmée pour entrer en vigueur, de manière progressive et inégale suivant les académies, dès la rentrée 2008. Les BEP seront fondus dans des sections de bac Pro en trois ans.

Les élèves devront donc faire en trois ans ce qu'ils faisaient en quatre (deux années de BEP plus deux années de bac Pro). Dans l'académie de Nantes et ailleurs, certains d'entre eux dénoncent déjà cette réforme par divers mouvements. Le ministère connaît-il seulement ces élèves, d'où ils viennent, quelles sont leurs difficultés avec l'institution scolaire quand ils sortent du collège ?

Sait-il que le travail de fond des enseignants dans les classes de BEP est d'abord de les " re-scolariser ", de leur donner confiance en eux pour leur permettre, autant que possible, d'aborder les deux années du bac Pro avec de bonnes chances de réussite ? Le ministère ne sait rien de tout cela et c'est le dernier de ses soucis.

Le fond de cette contre-réforme qui touche l'enseignement professionnel, comme de toutes celles qui sont faites dans l'éducation, est de " réduire les coûts " parce que ce gouvernement considère que l'éducation coûte trop cher et qu'il est temps de faire des économies sur le dos des élèves et des familles, particulièrement celles des catégories sociales les plus défavorisées. La suppression des BEP permettra, en effet, de fermer des sections et de supprimer des postes d'enseignants, en profitant des départs à la retraite ... Ce sera même l'occasion unique, pour l'administration, d'opérer une vaste restructuration dans les LP en regroupant autant que possible les sections, en les fusionnant, en en fermant.

Dans le même temps, se prépare en sous-main une fusion des filières technologiques (STI, STG ...) et des filières professionnelles. La France serait le seul pays d'Europe à disposer ainsi de deux filières " professionnalisantes " dans le secondaire - bel argument ! Si l'on ajoute à cela la volonté chaque année plus insistante, avec l'aide des Régions, de transformer les sections professionnelles sous statut scolaire en sections d'apprentissage alors il ne sera pas exagéré de penser qu'à terme, c'est l'enseignement professionnel scolaire en son entier et ses personnels qu'on veut liquider.

L'administration va aller très vite, dès cette année, pour ces transformations des filières BEP en bac Pro. Des objectifs chiffrés sont donnés aux académies et aux inspecteurs.

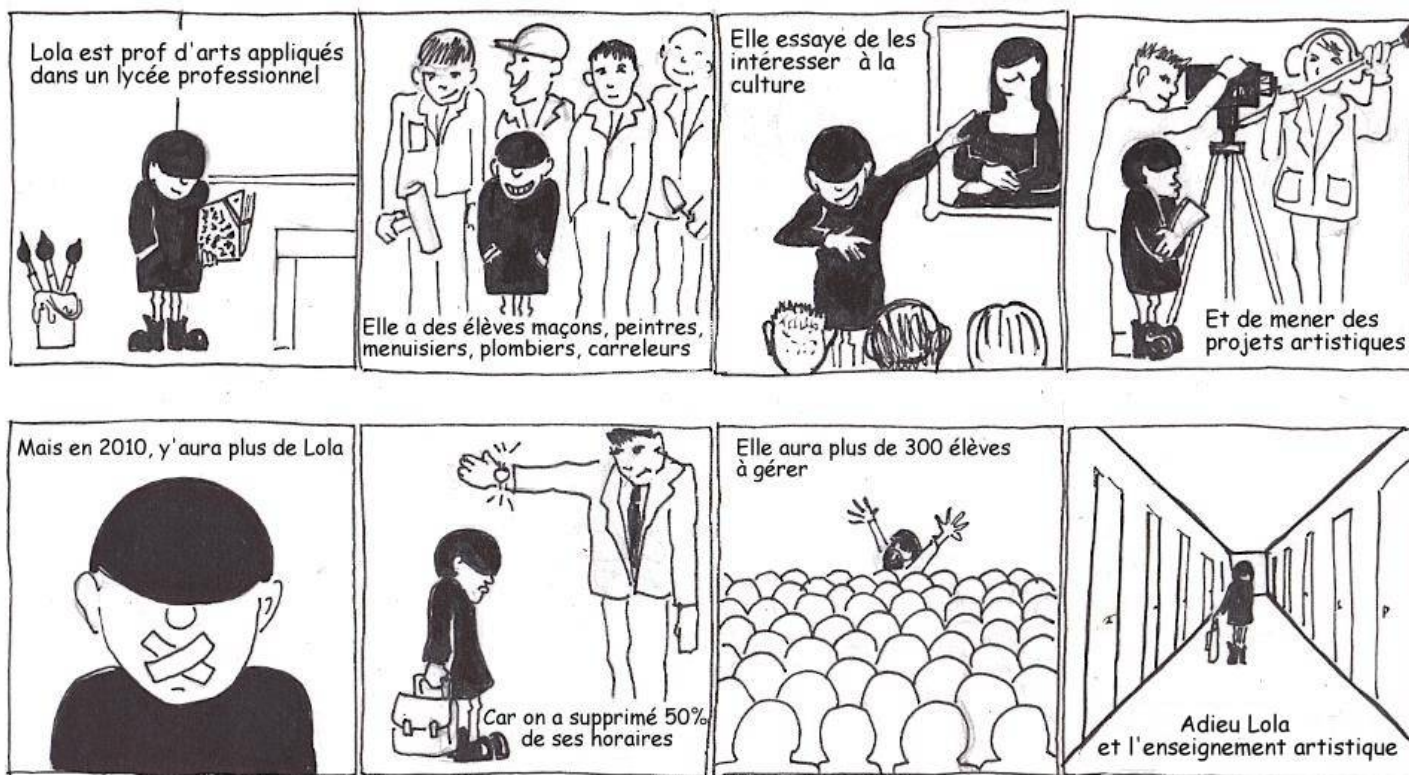
A nous aussi d'être rapides. Le ministère Darcos compte sur nos divisions pour empêcher toute réaction : traitement différencié des académies, traitement différencié des filières tertiaires et industrielles, concurrence entre établissements, etc. L'avenir de l'enseignement professionnel scolaire est pourtant l'affaire de tous.

SUD Education s'engagera au plus vite dans la construction d'une riposte la plus large et la plus unitaire possible.

Tableau analytique de l'audience avec Monsieur le recteur.

C'est bien volontiers et avec le plus grand respect que nous ouvrirons nos colonnes de ce bulletin à M. le recteur, s'il souhaite apporter des précisions ou des mises au point qui lui sembleraient nécessaires.

| La délégation de PLP | Réponses de Monsieur le Recteur |
|---|--|
| Retour sur le lapsus fait à la Manu | L'étonnement manifesté est « de façade » pour deux raisons : la réunion s'inscrivait clairement dans la suite à donner à la réforme du Lycée Général et Technique malgré tout, vous avez été invités à rester, à participer au dialogue et vous êtes sortis. Vous n'étiez donc pas venus pour participer au débat mais pour déranger. |
| Réalité du malaise et montée du mécontentement dans les LP qui s'exprime notamment par les votes Contre la DGH dans de nombreux établissements | |
| Réforme faite dans la précipitation, sans concertation | Vous n'êtes pas les seuls représentants des LP, une concertation est faite avec des organisations syndicales. |
| Besoin de 4 années (2+2) de formation (difficultés pour nos élèves de se projeter, cycle 3 ans valable que pour une minorité d'élèves...) Nous sommes contre la généralisation des Bac Pro 3 ans | <ul style="list-style-type: none"> - 54% des élèves arrêtent après le BEP donc la réforme ne réduit pas, pour la majorité des élèves, les années de formation puisque son but est d'amener 80% des élèves au Bac (il y a donc un gain d'environ 30%) - Il n'y aura donc pas de suppressions de postes. - La personnalisation et la modularisation permettront de résoudre le problème des élèves en difficultés. Le groupe classe éclatera si nécessaire. La classe de Seconde permettra de décider si l'élève va préparer son Bac en 3 ou 4 ans. |
| Dégradation annoncée des conditions de travail (augmentation des effectifs par exemple) | Les classes à plus de 30 élèves existent déjà ! |
| Inquiétudes sur la fonction des LP et sur la gestion des personnels | Il n'y aura pas de suppressions de postes. |
| Quelles conclusions, quels bilans sur les expérimentations en cours ? | |
| Les professionnels rencontrés ne voient aucun avantage à la mise en place des Bac Pro 3 ans (réforme qui n'est basée sur aucune demande de la part des entreprises) | |
| CAP et BEP inscrits dans les conventions collectives alors que pas les Bac Pro Certification des BEP ne sera pas reconnue par les entreprises | |
| Arts Appliqués : de 2h par semaine à 1h avec des programmes plus exigeants Conditions de travail impossibles | |



Une bande dessinée inédite parvenue aujourd'hui, réalisée par une collègue de Saint-Nazaire. Merci à elle.

Dernière minute : Des échos de Pont-Château.

Bonjour, Petit communiqué sur la réunion prévue avec les Inspecteurs ce matin (mercredi 11 mars) à 8 heures au LP. Tout le monde était à l'heure ! Nous sommes restés debout au fond de la salle et avons lu le texte rédigé que je t'ai fait parvenir hier soir. (voir plus bas). Nous n'avons pas noté de réaction très vive du côté des Inspecteurs (...). Seul notre Proviseur, apparemment très surpris par notre intervention, a tenté de nous faire rester pour entendre le discours qui devait nous accompagner dans la mise en place du Bac Pro à la rentrée ! Nous avons répondu que cet accompagnement arrivait avec plus d'un an de retard et que ce discours, nous l'avions déjà entendu en Décembre 2007 ! Nous sommes partis et avons repris nos élèves à 8 h 15 ! Bonne soirée

Texte lu le 11 mars 2009 (venue des Inspecteurs au LP pour la mise en place du Bac Pro 3 ans)

Nous, enseignants du LP 3 Rivières de Pont-Château, tenons à affirmer notre soutien aux établissements qui demandent la suppression de la réforme du Bac Pro 3 ans. Nous sommes opposés à la généralisation de ce Bac qui supprime le BEP et réduit la formation initiale de nos élèves d'une année.

Reprenant le contenu du Manifeste Inter-LP,

- Nous nous insurgons contre le démantèlement de l'Enseignement Professionnel public,
- Nous refusons la grave dévalorisation de l'Enseignement Professionnel,
- Nous dénonçons le risque accru de déscolarisation et de sortie des jeunes du système éducatif sans qualification.

Le Lycée Professionnel des 3 Rivières est déjà en expérimentation Bac Pro 3 ans depuis la rentrée de Septembre 2008. Malgré la demande d'accompagnement formulée en Juin 2008, nous avons dû mettre en place seuls cette formation, sans référentiels et sans programmes officiels.

Pourtant, le 18 décembre 2007, l'accord signé entre des organisations syndicales et le Ministre de l'Education convenait que « cette année 2008 serait mise à profit pour préparer au mieux les réformes dans les académies où notamment /.../ les expérimentations seront approfondies et évaluées ».

De plus, le 10 janvier 2008, nous avions l'assurance que « cette expérimentation aurait la particularité d'être engagée à la fois au niveau académique et au niveau des établissements et que le recteur prévoyait un accompagnement des établissements dès le 1^{er} trimestre 2008 ».

Toutes ces promesses qui offraient un cadre d'accompagnement à l'expérimentation et sur lesquelles nous avons basé le vote du Conseil d'Administration du 18 janvier 2008 n'ont pas été honorées !

Enfin, nous demandons, selon le vœu adopté au Conseil Académique du 20 janvier 2009, que l'expérimentation soit menée à terme et évaluée avant toute généralisation du Bac Pro 3 ans.